

ATTAC Québec

Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

Bulletin no 16 novembre 2006

Développement ou pillage

Journée d'étude sur l'appauvrissement structurel en Amérique latine et en Afrique

SOMMAIRE

Le Tiers-monde : mythes et réalités

Raymond Favreau ..p.1

La Banque Mondiale et l'OMC

Ghislaine Raymond .. p.6

Comment repenser les rapports Nord-Sud

Monique Jeanmart ..p.8

La vraie nature du Canada

Normand Mousseau .. p.5

À Genève

Claude Vaillancourt ..p.9

SI TU VIENS JUSTE POUR M'AIDER, NE TE DÉRANGE PAS. MAIS SI TU PENSES QUE TA LIBERTÉ EST LIÉE À LA MIENNE, ALORS VIENS ET BÂTISSONS ENSEMBLE. PROVERBE AFRICAÏN

Le Tiers-monde : mythes et réalités d'hier à aujourd'hui

Raymond Favreau

Compte-rendu de la conférence de Jacques B. Gélinas

Clarifions d'abord les termes : **Tiers-monde** est le terme générique qui désigne l'ensemble hétéroclite des pays sous-développés ou mal développés. C'est ce même groupe de pays que les Nations Unies classent sous l'étiquette «pays en développement» : les PED sont aujourd'hui au nombre de 137, dont plus de la moitié sont en voie de sous-développement.

Sous-développé : au début, quand fut lancée la campagne de l'aide publique au développement, en 1949, on les appela «pays sous-développés». Dans les années 60, on a remplacé ce terme, jugé péjoratif, par l'euphémisme «pays en

développement». N'empêche que l'expression originelle demeure celle qui décrit le mieux la réalité. Elle fait apparaître le sous-développement pour ce qu'il est : l'envers du développement. Ces pays se sous-développent à la périphérie des quelque 25 pays industrialisés du centre.

Un **mythe** est une conception imagée, souvent illusoire, que des groupes humains élaborent ou acceptent pour expliquer phénomène paranormal, inexplicable ou effrayant, comme la mort, le mal, le tonnerre...

Quel est ce phénomène paranormal, effrayant, que les mythes élaborés autour du Tiers-monde veulent expliquer? C'est le phénomène scandaleux de la pauvreté et des inégalités qui subsistent dans un monde

doté d'un système économique super-productif, capable effectivement de nourrir, vêtir, loger, éduquer tous ses habitants. La

Les relations
Nord/Sud

plupart des pays sous-développés sont toujours aussi pauvres, sinon plus pauvres que dans les années 1970. En effet, les 4/5 de l'humanité vivent dans l'archipel du sous-développement. La moitié des habitants de la planète sont pauvres. Un cinquième n'a pas de quoi se nourrir adéquatement. 850 millions, en majorité des femmes, ne peuvent ni lire ni écrire. L'accès à l'eau potable manque à la majorité dans plusieurs pays du Sud.

I- Les Mythes

Le mythe du développement par l'aide extérieure

Ce mythe, le plus ancien, formulé dès les années 50, est celui du développement par l'aide publique, par les capitaux étrangers (investissements directs), et la technologie fournis par les institutions financières internationales (la Banque mondiale, le FMI, etc.) et les agences nationales d'aide et de financement du développement dont se sont dotés les pays de l'OCDE (l'ACDI, USAID, et autres). Dans les faits, pas un pays n'est sorti de son statut de sous-développé avec cette prétendue aide. Les tigres asiatiques (Chine, Taiwan, la Corée du Sud, Singapour) en sont sortis par des programmes d'industrialisation financés localement. D'ailleurs, la notion d'aide d'après les pays du Nord comporte des choses assez éloignées de ce qui pourrait promouvoir un véritable développement socio-économique. Par exemple, plusieurs pays y incluent l'aide militaire, qui se traduit plutôt en moyens de répression interne. L'OCDE étudie la possibilité de comptabiliser l'assistance militaire comme une aide au développement.

Le développement par l'aide extérieure a des effets pervers dont le principal est de créer la dépendance financière, économique et politique. La dépendance, on le sait est débilante.

L'aide financière au développement provenant du Nord a aussi amorcé la pompe de l'endettement. Les pays en développement ne se sont pas munis d'institutions et de mécanismes pour capter les épargnes locales tels que les impôts, taxes à la consommation, droits douaniers. Dès le début, leurs banques se sont orientées vers

la captation des flux financiers extérieurs plutôt que de l'épargne intérieure. La culture du financement extérieur a ancré chez les dirigeants du Sud l'idée que leur propre fortune, bâtie à même l'aide extérieure, ne peut pas servir au développement de leur pays ; ils ouvrent des comptes personnels dans les banques occidentales et surtout dans les paradis fiscaux. C'est ainsi que l'aide a créé une nouvelle classe politique, une véritable «aidocratie» qui fonde son pouvoir sur les flux financiers extérieurs.

Le mythe de la croissance du PIB

Le 2e mythe est celui de la croissance du PIB considérée comme une finalité en soi. Selon cette croyance, croissance du PIB égale développement. Pour les Institutions financières internationales et les agences d'aide publique au développement, la grande priorité est la croissance. La croissance est la clé pour résoudre les problèmes de pauvreté, d'inégalité, de chômage, et le moyen de promouvoir le développement social et (ou) durable. Le bulletin trimestriel du FMI, *Finances & Développement* intitule son éditorial de mars 2006 : *Le mystère de la croissance*. Dans leur tour d'ivoire, les gourous du FMI s'émerveillent du fait que la croissance engendre tant de bienfaits. Même W. Bush apporte sa contribution au mythe de la croissance affirmant que celle-ci «fournit les ressources permettant d'élaborer des technologies propres pour résoudre les problèmes environnementaux». Et il conclut : «La croissance n'est pas le problème, c'est la solution».

Le mythe du commerce comme moteur du développement

Un troisième mythe est celui du développement par l'intégration au commerce international... libéralisé et déréglementé. À noter que le commerce inclut dorénavant non seulement les marchandises, mais les services, les investissements, la protection des brevets et les produits agricoles. Autrement dit, tout ce qui est *trade-related*¹.

Déjà en 1979, le FMI avait publié un décret visant à imposer aux pays du Tiers Monde les Programmes d'ajustement structurel

¹ Tout ce qui par un aspect ou l'autre peut être considéré comme ayant un lien avec le commerce .

(«PAS»), c'est-à-dire une série de mesures visant à «ajuster» ces pays au commerce mondial devenu global.

En 1995 le GATT² devient l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce) et les pays du Sud signent des accords commerciaux ouvrant leurs marchés aux produits, aux services et aux capitaux des pays du Nord.

En 2002, une rencontre au sommet organisée conjointement par l'ONU, le FMI et la Banque mondiale et portant sur le financement du développement a conclu dans sa déclaration finale que «le commerce est le moteur du développement». L'Administration états-unienne a exigé que cette Déclaration porte le nom de Consensus. Le Consensus de Monterrey consacre le mythe du développement par le commerce.

Autres mythes :

L'éducation est la clé du développement... alors que dans maints pays sous-développés les diplômés universitaires sont au chômage et que la fuite des cerveaux instruits bat son plein. Par ailleurs, les PAS tendent à éliminer l'éducation universelle même au primaire.

Les élites économiques

N'ont pas le sens des affaires et de la gestion efficace.

Le développement par la «bonne gouvernance», c'est-à-dire la transparence et la bonne gestion sans vision et sans projet de société.

Le développement par les 3 «D» qui constitue la nouvelle orientation des politiques de l'ACDI: défense, démocratie, développement.

II- Les réalités

Pour aborder la réalité, au delà de mythes, demandons-nous :

1. Qu'est-ce que le développement ?
2. Qu'est-ce que le sous-développement ?
3. Qu'est-ce que l'aide ?

² *General Agreement on Trade and Tariffs*, Accord général sur le commerce et les tarifs.

Le développement

Ce sont les outils qui lancent le progrès. (Le progrès entendu comme une avancée dans le savoir, le savoir-faire (*know-how*) et le mieux-être et finalement comme un élargissement constant du champ de la conscience, des droits humains et de la liberté.)

Le progrès commence lorsqu'une société produit plus qu'elle ne consomme et qu'elle utilise ce surplus pour fabriquer ou acquérir des outils afin de produire plus avec moins d'effort et moins de temps. Dans une société primitive, ce surplus permet de libérer les individus qui inventent et découvrent de nouveaux outils. Le surplus, c'est l'épargne. L'épargne investie, c'est le capital. Le capital, c'est l'ensemble des outils, des machines et des équipements utilisés dans la production.

Le développement peut donc se définir comme l'accumulation progressive d'un capital matériel et technologique (humain), en vue d'une production autogérée et autoentretenu pour satisfaire les besoins de la communauté tels que définis par la communauté elle-même. La maîtrise de la filière technologique est indispensable au progrès, c'est-à-dire au développement. Exemple : dans un village du Mali, les paysans ont choisi l'acquisition d'une paire de bœufs, plutôt que d'un tracteur, pour passer de la traction humaine à la traction animale... et ainsi maîtriser leur développement. Ils passeront ensuite à une technologie plus poussée qu'ils vont maîtriser.

Le développement peut donc se résumer en ces deux points : capitalisation et maîtrise de la filière technologique.

Le progrès moderne a commencé il y a 10 000 ans, lorsque certaines communautés ont découvert les secrets de la germination et l'utilisation des animaux pour faire produire la terre. De la maîtrise du feu à Internet, l'accumulation technologique est cumulative.

En Amérique latine, il y a un dicton qui définit bien le vrai sens du développement : *No hay desarrollo sino a partir de su propio*

rollo – Il n'y pas de développement, si ce n'est à partir de son propre enveloppement. Ou encore : *Il n'y a de développement que l'autodéveloppement.*

Le sous-développement

Le sous-développement étant l'envers du développement, il peut se définir en un mot dé-capitalisation ou blocage de capitalisation. C'est le fait de ne pas pouvoir conserver son surplus. Paradoxalement, il y a plus d'épargne dans les pays du Sud que dans ceux du Nord³, mais cette épargne aboutit dans les paradis fiscaux, ou sert au remboursement de la dette nationale ou est gaspillée en dépenses militaires pour réprimer le mouvement sociaux ou encore s'évapore dans les dépenses somptueuses des nouveaux riches.

La dé-capitalisation du Sud s'est produite en trois étapes. :

- (1) D'abord, il y eut l'esclavage qui a dépouillé l'Afrique de ses meilleurs éléments. Aujourd'hui, cette dé-capitalisation humaine prend la forme de fuite des cerveaux ou d'une émigration due à la répression ou à la pauvreté;
- (2) La colonisation ou la re-colonisation qui a permis et permet encore l'exploitation bon marché des ressources naturelles et de la main-d'oeuvre locale ;
- (3) Le prétendu libre-échange qui se révèle un mécanisme de renforcement du commerce inégal.

Après la deuxième guerre mondiale, lors des négociations de Bretton Woods, Keynes avait préconisé des mécanismes permettant le paiement du juste prix des ressources naturelles. Ce que le représentant de Washington avait bloqué, en imposant plutôt le principe de la «non-

discrimination» qui place tous les pays, riches et pauvres, sur un pied d'égalité, une notion abstraite qui ne tient pas compte de la réalité, c'est-à-dire de la disproportion des forces en concurrence sur le terrain.

Les 24 pays les plus riches doivent beaucoup de leurs richesses et le niveau de vie élevé d'une partie de leurs populations aux pays en développement, et ce depuis la «découverte» des Amériques à la colonisation des pays africains et asiatiques.

III- Que faire ? D'abord comprendre l'énormité du problème, qui est d'abord un problème de partage des ressources qui sont limitées. Un problème aussi de partage du patrimoine technologique de l'humanité.



La mondialisation et la globalisation ont ceci de bon, qu'elles nous permettent de comprendre que tout se tient, que tous les problèmes sont liés. Il n'y aura pas de solution au problème du sous-développement si au Nord nous ne changeons pas nos modes de consommation et de production et notre mode de vie. Le tout est relié au problème de l'environnement. Le même capitalisme global qui dégrade l'environnement corrode aussi la démocratie.

L'inégalité entre les sexes, fait partie de la problématique globale. Car le problème du sous-développement est si énorme qu'il ne pourra être résolu sans la participation égalitaire et paritaire des deux sexes. D'ailleurs, ce sont les femmes qui aujourd'hui sont à l'avant-garde des nouvelles initiatives mises en œuvre dans le Tiers-Monde.

Le développement commence par *l'agriculture vivrière*. Un peuple qui se nourrit lui-même est déjà sur la voie du développement. Hélas l'invasion des produits agricoles européens et états-uniens hautement subventionnés en Afrique et partout dans le Tiers-monde, va à l'encontre de l'autosuffisance alimentaire.

³ Note de l'auteur du présent résumé.- Le New York Times du 21 octobre 2006 rapporte qu'un nombre croissant de soldats états-uniens ne peuvent être affectés outre-mer parce qu'ils sont réputés être à risque d'y être corrompus, vu leurs très hauts niveaux d'endettement personnel aux États-Unis. Le Pentagone les considère comme des *security risks*.

Le développement commence aussi par l'épargne locale, collectée et gérée par la communauté et mise en valeur dans l'investissement productif, de préférence sous la forme mutualiste et coopérative.

Doit-on en déduire que la coopération internationale est désormais inutile et même nuisible ? Loin de là. Mais il y a la manière...

Pour une coopération internationale efficace, trois critères doivent être retenus :

- 1- D'abord le premier précepte d'Hypocrate : *Non nocere*- Ne pas nuire. Nous nuisons au développement par le commerce inéquitable. Le gouvernement canadien devrait non pas abolir le budget de l'ACDI, mais l'employer à la promotion du commerce équitable avec les pays du Tiers-Monde.
- 2- Dans le transfert technologique, partir de ce qu'ils ont et non pas de ce qu'ils n'ont pas ; partir de la technologie qu'ils peuvent maîtriser.

La vraie nature du Canada

Normand Mousseau

Compte-rendu de l'atelier **Les entreprises canadiennes en Afrique**, par Alain Deneault

Quand on pense à l'ACDI, on imagine souvent des Canadiens aidant à creuser des puits afin d'apporter de l'eau aux villages dans des pays en voie de développement. Mais l'ACDI aide également à creuser des tombes dans plusieurs pays africains, en soutenant des compagnies canadiennes aux agissements criminels.

Cette affirmation peut surprendre. On pointe facilement du doigt les grandes puissances telles que les États-Unis, l'Angleterre, la France ou la Russie; les manifestations importantes des dernières années à Montréal ont surtout ciblé notre voisin du sud. Pourtant, et en dépit de sa réputation, le Canada est loin d'être innocent. Ce message était au coeur de l'atelier mené par Alain Deneault, alors qu'il nous livrait, en primeur, le résultat de ses recherches sur les agissements des entreprises canadiennes en Afrique.

- 3- Dans tout projet de coopération, prendre comme prémisses que la coopération inter-nations est un appui externe à une dynamique interne.

Conclusion avec un brin de sagesse glané en Afrique : « *si tu viens juste pour m'aider, ne te dérange pas. Mais si tu penses que ta liberté est liée à la mienne, alors viens et bâtissons ensemble.* » Il y a des pistes de solutions aux inégalités entre les pays du Sud et ceux du Nord. Initialement, ne pas nuire au développement de ces derniers ; deuxièmement, prendre comme point de départ ce qu'ils ont plutôt que ce qui leur manque ; et troisièmement, transiter vers la coopération, c'est-à-dire, l'appui externe à la dynamique interne.

Des mythes à la réalité, comme de la perception que le tonnerre est causé par les dieux à la connaissance de l'électricité, il y a des prises de conscience nécessaires.

Les données, encore préliminaires, nous font dresser les cheveux sur la tête. Plusieurs entreprises canadiennes, surtout des compagnies minières, sont impliquées directement dans le financement de rébellions au Congo-Zaïre et d'autres pays africains.

Que sont ces sociétés canadiennes? Certaines sont des compagnies canadiennes possédées entièrement par des intérêts étrangers qui profitent des lois canadiennes ou de la bonne réputation de notre pays. D'autres sont canadiennes par leurs propriétaires, bien qu'elles soient basées à l'étranger. Le reste est composé de compagnies basées au Canada et détenues majoritairement des concitoyens. Quel que soit leur statut, toutefois, la plupart cachent une partie de leurs actifs ou de leurs propriétaires derrière des sociétés-écrans établies dans les paradis fiscaux.

Un des exemples les plus frappants offerts par Alain Deneault est celui de la compagnie Emaxon, une entreprise sise rue de la Gauchetière à Montréal, mais contrôlée par Dan Gertler et Chaim Leibowitz, deux négociants diamantaires israéliens aux

activités plutôt douteuses. Avant de créer Emaxon, Gertler avait obtenu de Laurent Kabila, en septembre 2000, le monopole de la commercialisation du diamant au Congo en échange d'un seul paiement (officiel, à tout le moins) de 30 millions US \$. Cet accord était tellement défavorable au Congo que le FMI et la Banque mondiale firent pression pour qu'il soit résilié. Chose rare, le groupe d'experts mandatés par le Conseil de sécurité des Nations unies déclara ce contrat inadmissible, parce que privant les Congolais d'un revenu qui leur appartenait.

Suite à ces pressions, l'accord fut déchiré. Gertler revint à la charge et demanda la gestion exclusive d'une mine de diamants en échange de formation de soldats par l'armée israélienne. Cette tentative échouant de nouveau, l'homme d'affaires décida de créer la société Emaxon et de remettre la main sur les diamants. Aujourd'hui, Emaxon contrôle 88 % du commerce de diamants au Congo et ne paie aux compagnies minières — privées ou d'états — que 50 % de sa valeur marchande. Or, ce filon ne coûta presque rien à Emaxon. Celle-ci s'est contenté d'offrir un prêt de 15 millions US \$ dont on ne sait dans quelle poche ils sont tombés.

On pourrait penser que des hommes d'affaires tels que Gertler ou son associé, Lebowitz, se retrouveraient au ban de la société. Que non, l'argent permet de corriger bien des défauts! Gertler est consul honoraire du Congo en Israël et les deux hommes sont de bons amis de Condoleeza Rice et de George Bush.

La Banque mondiale et l'OMC contre le développement des pays du sud

Ghislaine Raymond

Compte rendu de l'atelier **la Banque mondiale et l'OMC contre le développement des pays du Sud** par C. Vaillancourt et M.S. Villeneuve

Claude Vaillancourt, secrétaire général d'Attac-Québec et auteur de *Main mise sur les services* présente l'Organisation

N'ayez crainte, il n'y a pas que les Américains qui fréquentent cette race de négociants. Ainsi, l'ancien premier ministre du Canada, Brian Mulroney, siège au conseil d'administration de l'American Mineral Fields inc., une compagnie basée en Arkansas, mais avec des intérêts canadiens. Cette compagnie a le bon goût de financer (et donc d'armer) les rebelles dans l'est du Congo en échange d'un contrôle des mines de la région.

Même le gentil Joe Clark ne peut résister à l'appel de l'argent : il est conseillé spécial sur l'Afrique de la compagnie canadienne First Quantum, une compagnie qui réprima un soulèvement de ses mineurs dans le sang. Résultat : plus de 140 civils tués. Cette tuerie n'a pas empêché Joe Clark d'encaisser son chèque et de continuer à voyager aux frais de ce joyau de la finance canadienne.

Comme on peut le voir, le Canada est loin d'avoir les mains propres. Profitant de son aura de bon citoyen international, des compagnies canadiennes ou financées par des Canadiens jouent un rôle destructeur en Afrique souvent avec le soutien des gouvernements ou d'anciens politiciens. Les travaux d'Alain Deneault et de ses collaborateurs sont donc essentiels afin que nous puissions réagir et attaquer les individus et les lois qui permettent cette situation. En attendant d'avoir la documentation finale sur ce sujet brûlant, il est important de se rappeler que les gens immoraux ne se trouvent pas tous au sud de la frontière.

mondiale du commerce (OMC) créée en 1994. Cette organisation s'inscrit dans le prolongement du GATT, Accord sur les transactions tarifaires. Son champ d'action est plus large que celui du GATT incluant entre autres l'agriculture, les services, la propriété intellectuelle et les produits non agricoles. 149 pays – bientôt 150 – sont membres de l'OMC mais tous n'ont pas un poids équivalent. Les décisions sont prises par consensus. Ceux qui détiennent le pouvoir réel sont les grandes puissances

acquises à l'idée de la nécessité du commerce international et qui ont les ressources techniques et humaines pour comprendre les milliers de pages de cet accord et être informé des derniers développements connus de pays triés sur le volet. Ces possibilités sont ainsi offertes aux pays qui participent aux mini-ministérielles sur invitation. La Quad dont le Canada était membre est depuis remplacée comme groupe dominant à l'OMC par le G6, composé des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Inde et du Brésil, de l'Australie et du Japon. Le Canada y a perdu sa place entre autres à cause de son appui à l'accord sur la diversité culturelle et à sa position sur la gestion de l'offre en agriculture. Toutefois, le Canada, acquis à la libéralisation du commerce, est un acteur-clé dans la négociation en cours sur la libéralisation des services, incluant l'éducation et la santé.

Déroulement historique :

- Seattle, 1999 : La rencontre est un échec à cause de l'opposition de militants contre l'OMC et des pays du Sud. Ces derniers s'objectent entre autres à un accord sur les marchés publics qui sera adopté par la suite par les pays riches uniquement.

- Doha, 2001 : le Cycle de Doha mis en chantier vise l'élimination des subventions agricoles, l'abolition des barrières tarifaires et la libéralisation des services.

Cancun : 2003 les pays du Sud font avorter la rencontre parce que les subventions à la production en agriculture persistent dans les pays du Nord.

Hong Kong, 2005 : les négociations sont relancées, mais elles achoppent en juillet 2006, sur le dossier de l'agriculture.

Mais quelles pistes de solution peut-on envisager pour les pays du Sud qui ont besoin des échanges commerciaux?

- l'agriculture, les services publics et la culture doivent être retirés de ce type d'accord commercial.

- l'établissement entre les pays de rapports de réciprocité et non de domination, comme c'est le cas présentement, doit être promu.

- l'autosuffisance alimentaire doit être garantie dans les accords référant à l'agriculture.

Marie-Sophie Villeneuve, membre d'Attac-Québec et chercheuse ayant complété une thèse sur les «Services publics : Banque mondiale et pays du Sud» présente le cas de l'enseignement dans les écoles primaires au Sud en réponse aux exigences de la Banque Mondiale.

La Banque Mondiale (BM) affirme que le droit à l'éducation primaire doit être gratuit pour tous les enfants. Dans les faits, dès les années 60, c'est par le biais de la formation professionnelle et technique que la BM s'est immiscée dans les décisions en l'éducation dans les pays du Sud. Dans les années 70, elle y est parvenue en soumettant les écoles à une réforme du curriculum. La politique «éducation» de la BM s'est faite par le biais des «Programmes d'ajustements structurels»(PAS) qui redéfinissaient le rôle de l'État dans les pays du Sud. En échange de financement en éducation, les pays devaient couper dans leurs programmes sociaux. Dans les années 90, la BM a traversé une crise de légitimité à cause de ses PAS. Elle a fait patte blanche et s'est convertie à la lutte à la pauvreté absolue soit le 1\$US et moins pour vivre par jour. Le programme néo-libéral global qu'elle soutient s'est appelé le «Cadre stratégique de lutte à la pauvreté». Cette nouvelle adaptation de la stratégie de la BM est de délégitimer l'État pour amener les parents à financer eux-mêmes l'éducation de leurs enfants. Ainsi, les coûts pour l'État sont réduits et la qualité de l'enseignement, sans appui de l'État, est elle aussi diminuée.

En 2006, 64 pays du Sud sont signataires de ce programme et incluent non seulement l'éducation primaire dans leur accord, mais l'ensemble des programmes sociaux de leur pays. La responsabilité du financement de l'école primaire est ainsi transférée à la communauté, au secteur privé ou aux parents. Le programme universel et gratuit d'accès à l'enseignement primaire est détourné. L'éducation de base est définie comme étant savoir lire, écrire, compter, tiré tout droit de la théorie du capital humain dont le marché a besoin. La décentralisation des responsabilités de l'État vers les particuliers est donc le mode de transfert utilisé pour mieux privatiser l'éducation.

Les échanges dans l'atelier ont permis de confirmer les dires des ressources. Au Togo, nous a-t-on affirmé, non seulement l'éducation était privatisée, mais l'aide financière a servi à construire des aciéries alors qu'il n'y a pas de fer là-bas ou une raffinerie alors qu'il n'y a pas de pétrole à raffiner. Les Africains eux-mêmes doivent réagir contre cette colonisation idéologique et refuser ces accords. La souveraineté alimentaire, jamais abordée dans le cadre des négociations de l'OMC doit être garantie.

Comment repenser les rapports Nord-sud

Monique Jeanmart

Compte-rendu de la conférence **Comment repenser les rapports Nord-sud** présentée par Victor Armony et Etienne Rusamira

Invités à nous aider à repenser les rapports Nord-sud, Victor Armony et Etienne Rusamira, par 2 voies différentes (une critique sociologique pour l'un, un regard historique pour l'autre), nous amènent à questionner – à « déconstruire » nos propres catégories, à mettre en question certains concepts « usés » qu'ils soient « de gauche ou de droite ». Le message est clair : avant de penser de nouveaux modes d'action il faut regarder la réalité « autrement ».



Cette conférence, qui clôturait la journée, confirme ce que la conférence d'ouverture (1) et les ateliers ont montré : les relations Nord-sud doivent être regardées d'un point de vue historique, politique, économique, mais surtout *critique*. Alors que J. Gélinas déconstruit tous les mythes qui fondent l'aide au développement, Victor Armony pose un questionnement plus fondamental sur nos façons de penser, sur nos concepts et montre qu'aucune catégorie, qu'elle soit de droite ou de gauche, ne doit être tenue pour acquise. Nous vivons actuellement une période de continuelle recherche de « vérité

Alors que l'OMC est en crise, le remboursement de la dette par les pays du Sud ne peut être la solution. Les citoyens du Nord aux prises avec la privatisation de leurs services publics doivent prendre conscience du lien qui existe entre les effets néfastes de cette mondialisation tant au Nord qu'au Sud. Il faut s'informer et agir ici contre les mesures des gouvernements Charest et Harper qui tentent de mettre en application ici ce qui se vit au Sud depuis des décennies.

objective ». La raison expérimentale, qui se réduit à mettre en relation des fins et des moyens, est devenue *en apparence* le barème de tout acte public. Mais paradoxalement, nous sommes dans le même temps, imprégnés par le discours idéologique lequel, organise, simplifie la réalité pour la rendre cohérente. Dans cette vision les « idées reçues sont confortées ». Ce qui se présente comme le résultat d'une logique cartésienne, n'est le plus souvent, que le résultat de nos croyances. Mais alors qu'il est facile de dénoncer les visions idéologiques de nos adversaires politiques, nous avons de la difficulté à les voir dans notre propre camp. Repenser les rapports Nord-sud exige de nous une pensée qui ne soit pas seulement *critique*, mais *autocritique*.

Pour E. Rusamira, comprendre la situation de pauvreté et d'appauvrissement de l'Afrique, implique de mettre en évidence les causes *endogènes* et *exogènes* du phénomène. D'un point de vue historique, la colonisation et la décolonisation ratée ont installé au pouvoir des gouvernements incompétents, opportunistes et corrompus, qui ne cherchent qu'à conquérir le pouvoir et qui confondent les finances publiques avec leur enrichissement personnel. De même, il met en évidence le rôle économique et politique de pillage et de déstabilisation joué par les multinationales, complices du pouvoir politique et qui utilisent les conflits ethniques et arment les rebelles pour mieux participer au pillage. (2) Il

résume ainsi sa pensée : « En Afrique, la politique est devenue le principal secteur « économique » qui enrichit vite ». Les gouvernements du Nord ne sortent pas indemnes de son analyse : ils sont, le plus souvent, complaisants devant une aide publique au développement, qui si elle n'est pas détournée favorise un développement qui enracine la dépendance et répond rarement aux besoins réels des populations.

Toute proposition d'action ne peut, dès lors, que s'enraciner sur ce que Victor Armony appelle la « pensée utopique », celle qui nous permet de nous projeter collectivement dans l'avenir et qui repose sur une prise de conscience critique des enjeux et des défis réels qui sont devant nous, et qui en même temps se nourrit d'imaginaire. Cette vision rejoint celle d'E. Rusamura qui pense que, devant la situation de pourrissement actuel,

À Genève Tous unis pour promouvoir les services publics

Claude Vaillancourt, Attac-Québec

Les 28 et 29 octobre 2006, a eu lieu à Genève la Convention internationale des collectivités locales pour la promotion des services publics. Cet événement s'est créé suite à un important mouvement européen de villes, communes et régions qui se sont déclarées « zones hors AGCS ».

L'AGCS, rappelons-le, est un vaste accord de l'OMC qui met en place un processus de libéralisation progressive de tous les services. Plusieurs communautés locales ont considéré que l'AGCS portait atteinte à leur pouvoir de légiférer et d'administrer de bons services publics. Voilà pourquoi elles ont répondu avec fermeté à l'appel de citoyens, notamment de groupes locaux d'Attac, qui exigeaient d'elles une prise de position ferme contre l'AGC

Il fallait cependant donner suite aux proclamations des communautés locales. Se déclarer « zone hors-AGCS » reste avant tout un geste politique et n'affranchit personne de ce qui pourrait être négocié à l'OMC. Les communautés locales contre l'AGCS ont donc choisi de se regrouper

toute proposition d'action peut sembler utopique pourtant l'histoire à montrer que tous les grands projets ont commencés par un rêve. Un tel système ne se sabordera pas de lui-même, mais il exigera un grand mouvement de libération, qui ne se fera pas « sans casser d'œufs », ni sans perdants au nord comme au sud.

On pourrait conclure avec J. Gélinas pour qui redéfinir les rapports Nord-sud est d'abord une question de partage de ressources limitées. Sans changement de nos modes de pensée, mais surtout de comportements, il n'y aura pas de développement au Sud.

(1) Tiers Monde : mythes et réalités d'hier à aujourd'hui, voir p. 1

(2) ce que montrait également l'atelier « La vraie nature du Canada p. 5

dans le cadre d'une rencontre qui permettrait de réfléchir aux moyens d'action à prendre pour éviter la privatisation des services publics.

L'originalité de cette Convention est qu'elle reste un lieu de rencontre élargi. Elle rassemble des élus municipaux, des syndicalistes et des représentants d'associations. Rares sont les forums qui permettent des échanges soutenus entre ces divers partenaires.

La première rencontre a eu lieu à Bobigny en banlieue de Paris en 2004 et rassemblait surtout des participants français. Elle a été suivie d'une édition européenne à Liège en 2005. La Convention de Genève devenait internationale, même si les représentants non-européens étaient encore trop rares.

Cette Convention de Genève abordait la question des services publics selon trois angles, qui étaient traités plus spécifiquement par les participants dans des ateliers.

1. Les services publics doivent d'abord être promus. Il faut reconnaître les services essentiels comme un droit, et non comme des produits qu'on peut soumettre à la marchandisation et qui obéissent à la loi de l'offre et de la

demande. Il est donc nécessaire de faire partager cette vision à une population déjà conditionnée à accepter la délégation des services publics au secteur privé. En ce sens, le mouvement se veut moins en lutte contre quelque chose et davantage en faveur de la promotion des services publics.

2. Pour promouvoir les services publics, il faut repenser la fiscalité. Le sous-financement des services publics les rend moins efficaces et prépare en douce à la privatisation, vue comme solution de rechange. Une fiscalité plus juste reste le meilleur moyen de redistribuer la richesse, d'assurer de bons services publics et de créer un monde plus solidaire.
3. La démocratie (participative et représentative) permet aux citoyens une plus grande implication dans les prises de décision concernant les services publics, en fonction de leurs intérêts. Elle reste un précieux rempart contre le libéralisme à tout cran et permet de décider en fonction de ce qui convient le mieux à la majorité.

Lors de la Convention de Genève, les échanges ont été nombreux, parfois vifs, toujours stimulants. La participation de personnalités connues, telles **François Houtard** et **Ricardo Petrella**, a permis d'animer les débats et de donner une certaine notoriété à l'événement. De véritables efforts ont été faits afin que la Convention prenne une dimension internationale. Une importante équipe assurait la traduction simultanée dans plusieurs langues et des intervenants de plusieurs pays ont pris la parole, notamment de la Nouvelle-Zélande, de la Finlande, du Québec, de l'Italie, de l'Afrique de Sud.

Cependant, la très forte majorité de participants français rattachait la Convention à son pays d'origine (la France). Ceux-ci ont dominé le processus visant l'adoption d'une Déclaration qui a suscité de longs débats et de nombreux ajustements. Cette Déclaration, qui fait suite à celle adoptée à Liège en 2005, a sans aucun doute occupé une trop grande place. Plutôt que de réfléchir sur des solutions concrètes, sur des actions permettant de contrer les

nombreuses attaques contre les services publics, beaucoup d'énergies ont été dépensées à reformuler des affirmations qui dans le fond, faisaient consensus.

Certains intervenants ont fait remarquer qu'il fallait prioriser l'élargissement de la Convention et établir un secrétariat permanent qui servirait aussi de *think tank*, ce qui permettrait l'organisation d'un événement prenant plus d'ampleur. D'autres ont répliqué que la Convention s'était déjà élargie par une plus grande participation étrangère et qu'il serait difficile de financer un pareil projet.

Pour la première fois, une délégation québécoise participait à cette Convention. Une délégation peu nombreuse mais à l'image de la variété d'intervenants qui caractérise la rencontre puisqu'elle se composait d'une élue, **Sylvie Tardif** de Trois-Rivières, d'une syndicaliste, **Lina Bonamie**, présidente de la FIIQ, et de deux représentants d'association, **Jean-François Aubin**, coordonnateur de la *Démarche de revitalisation des premiers quartiers de Trois-Rivières*, et moi-même. Catherine Vaillancourt-Laflamme, une compatriote québécoise qui travaille actuellement à l'Internationale des Services Publics à Genève, a aussi participé à l'événement ainsi que **Bonnie Bates** de l'Alliance de la fonction publique canadienne. ATTAC-Québec remercie chaleureusement **Lorraine Guay** de D'Abord solidaires et tous les organismes et individus qui ont aidé à rendre possible la participation de Sylvie Tardif, Jean-François Aubin et moi-même à cette Convention.

Cette Convention internationale des collectivités locales pour la promotion des services publics a été un lieu de rencontre ouvert et transparent entre des gens qui n'ont pas toujours l'habitude de maintenir le dialogue. Pour cette seule raison, il faudrait la soutenir et la développer. Seulement, ne serait-il pas temps de l'orienter vers des pistes d'actions plus concrètes?

Les membres de la délégation québécoise se sont fait proposer, de façon informelle, d'accueillir un jour à leur tour cette Convention. Pour y arriver cependant, il faudra développer bien davantage un

réseau d'élus progressistes qui pourra entrer en dialogue avec les milieux associatifs et syndicaux concernant ces enjeux. ATTAC-Québec souligne en ce sens l'importance de la création du Réseau national sur la Démocratie municipale

(RNDM Québec), initié par D'Abord solidaires.

Référence sur notre site : www.quebec.attac.org/article.php3?id_article=332

Des nouvelles des groupes locaux

ATTAC Capitale nationale organisait le 17 octobre le lancement de sa saison militante.

Des émissions de radio :

L'émission *Le grain de sable* se poursuit depuis 2002. D'une durée d'une heure elle est présentée un lundi sur deux, entre 9 :00 et 10 :00 sur les ondes de CKRL (MF) 89,1

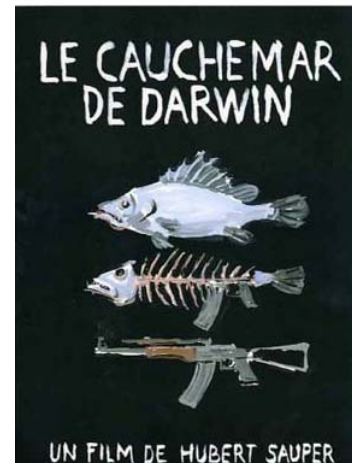
Des cafés rencontres :

Au café bar L'agité
251 rue Dorchester, coin Prince Édouard, Québec

Le 14 novembre à 19 :00, un film de Hubert Sauter *Le cauchemar de Darwin*
le film, la controverse, la réponse à la controverse

Semaine du 4 décembre conférence de Thomas Collombat, doctorant à l'Université Carleton (Ottawa)
Travailleurs de tous les pays unissez-vous!

Préparation de la participation au Forum Social Québécois



Pour joindre ATTAC Capitale Nationale
attac.capnat@bellenet.ca

Note sur le dernier bulletin : Le sommet tenu à Karachi en 2006, n'était pas le premier à se tenir en Asie, mais bien celui de Bombay en 2004.

En librairie

« Une chose est certaine : les néolibéraux et ceux qui encaissent trafiquent la vérité et il faut savoir gré aux militants D'ATTAC-Québec de nous fournir des outils pour le démontrer »
Louis Cornellier, Le Devoir, 6 mai 2006

« L'auteur relève haut la main le défi de la vulgarisation, en décortiquant des enjeux complexes à l'aide d'exemples éloquentes. A lire! »

Daphnée Dion-Viens, Alternatives, 27 septembre 06



Disponible en librairie ou en commandant à :

Éditions Écosociété
C.P. 32052 Comptoir Saint-André,
Montréal, QC, H2L 4Y5
(514) 521-0913

Pour toute suggestion, commentaire ou questions veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.

Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :

Monique Jeanmart (moniquejeanmart@videotron.ca)